

CHARTRE EUROPEENNE

DE L'AIDANT FAMILIAL

Proposition de



2007

Préambule

La Charte européenne de l'aidant familial se place en référence aux grands textes internationaux déjà rédigés ou en cours de rédaction (sous les auspices des Nations Unies, du Conseil de l'Europe, de l'Union Européenne, du Forum Européen pour les Personnes Handicapées) ayant directement trait à la vie, à la dignité, aux droits et à la pleine citoyenneté des personnes handicapées et de leurs familles.

Elle fait suite au projet « Aide aux aidants familiaux » conduit par des organisations membres de COFACE-Handicap au cours des années 2005-2006.

Cette Charte est conçue comme un outil de référence qui sera proposé aux diverses organisations représentatives des personnes en situation de handicap et de dépendance ainsi que de leurs familles au sein de l'Union européenne et des instances officielles de l'Union.

Cette Charte permet de contribuer à la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle grâce à un choix libre et éclairé de l'aidant et conformément aux objectifs de la stratégie de Lisbonne (2000).



1- Définition de l'aidant familial

L'aidant familial est « la personne non professionnelle qui vient en aide à titre principal, pour partie ou totalement, à une personne dépendante de son entourage, pour les activités de la vie quotidienne. Cette aide régulière peut être prodiguée de façon permanente ou non et peut prendre plusieurs formes, notamment : nursing, soins, accompagnement à l'éducation et à la vie sociale, démarches administratives, coordination, vigilance permanente, soutien psychologique, communication, activités domestiques... »

2- Choix de l'aidant familial

La personne en situation de handicap et de dépendance doit avoir à tout moment la possibilité de choisir son aidant non professionnel dans sa famille ou son proche entourage. Si elle n'est pas à même d'exprimer ce choix, tout doit être fait pour que sa volonté soit respectée.

Réciproquement, l'aidant familial doit pouvoir choisir d'accomplir son rôle d'aidant à temps plein ou à temps partiel en conciliant éventuellement ce rôle avec une activité professionnelle. Ce choix doit être libre et éclairé, et doit pouvoir être réévalué en tout temps.

3- Solidarité nationale

Le choix par la personne en situation de handicap et de dépendance d'un aidant non professionnel et la solidarité intrafamiliale n'exonèrent en aucun cas les autorités publiques nationales et locales de leur obligation de solidarité à l'égard de la personne aidée et de l'aidant. Cette solidarité doit se traduire par une reconnaissance sociale officielle, assortie de droits sociaux et de tous types de soutiens.

L'aide apportée pourrait en outre faire l'objet d'une reconnaissance financière légale.

4- Solidarité familiale

Les familles sont, en règle générale, un lieu privilégié d'épanouissement des personnes en situation de handicap et de dépendance.

La solidarité familiale doit se développer en complémentarité et en bonne harmonie avec la solidarité nationale.

5- Place de l'aidant familial dans les systèmes de santé

La place de l'aidant familial doit être reconnue et prise en compte, en tant que telle, dans toutes les politiques de santé et de protection sociale.

Cette reconnaissance sociale doit « officialiser » le rôle de l'aidant familial.

L'aidant familial a droit à des infrastructures de soins et à divers réseaux de soutien moral et psychologique sur lesquels il peut s'appuyer.

6- Statut officiel de l'aidant familial

L'aidant familial, dans le cadre de son action d'aidant doit bénéficier de droits sociaux et de moyens pour accompagner la personne en situation de handicap et de dépendance dans toutes les activités de la vie sociale.

L'aidant familial doit bénéficier d'une égalité de traitement :

- en matière d'emploi et de travail : aménagement du temps de travail, congés, aide au retour à l'emploi, maintien des régimes de protection santé et de protection sociale ;
- en matière d'accessibilité universelle : transports, logement, culture, cadre bâti, communication, par une compensation financière ;
- En matière de retraite : par la reconnaissance de son statut d'aidant ;
- En matière de validation des acquis par la reconnaissance de son expérience dans sa fonction d'aide.

7- Qualité de vie

La qualité de vie de la personne aidée et celle de son aidant sont interdépendantes. Aussi convient-il de développer toutes politiques de prévention (maladie, fatigue, surcharge, épuisement...) permettant à l'aidant familial d'être en pleine capacité de répondre aux besoins de la personne aidée.

L'aidant et la personne aidée doivent pouvoir être soutenus par des services et des structures de proximité agréés et habilités.

8- Droit au répit

Ce droit est une nécessité fondamentale et peut se traduire en termes de soutien, de renfort ponctuel en cas d'urgence, de services de suppléance et/ou de centres d'accueil temporaire de qualité pour une plus ou moins longue durée selon les besoins (temps de vacances, repos, santé, etc.)

9- Information/Formation

L'aidant familial doit être informé sur ses droits et devoirs.

L'aidant familial doit avoir accès à toutes informations facilitant l'accomplissement de son rôle d'aidant.

Il doit également avoir accès à toutes formations spécifiques visant une meilleure qualité de sa fonction d'aidant.

Un système de formation doit être mis en place par les autorités publiques en pleine concertation avec les organisations représentatives.

10-Evaluation

L'évaluation doit être permanente engageant tant les personnes aidées que les aidants familiaux, que les autorités publiques :

- Evaluation des besoins tant de la personne aidée que de la personne aidante.
- Evaluation des services rendus à termes réguliers et/ou à la demande : il revient aux autorités publiques de veiller au bon accomplissement et à la qualité de l'accompagnement de la personne aidée, et de formuler les recommandations nécessaires.

La personne aidée et l'aidant familial sont les premiers experts de leurs besoins et des réponses propres à les satisfaire ; Ils doivent obligatoirement intervenir ou se faire représenter par une personne de leur choix dans les procédures d'évaluation.

COFACE-Handicap – 17 rue de Londres – B-1050-BRUXELLES

Tel : 032(0)2 511 41 79 – Fax : 514 47 73

coface@brutele.be – www.coface-eu.org